République Française

Département du Nord

COMMUNE DE HOYMILLE

COMPTE-RENDU DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de la convocation : 13/06/2019

Date d'affichage : 13/06/2019

Nombre de membres : en exercice : 22 présents : 14 suffrages exprimés : 21

Présents : Patrick LESCORNEZ, Christine CAMUS, Christian DEJONGHE, Carole ABI AAD, Anne-Marie DEDRYVER, Adjoint, Olivier MEENS, Didier HAUSSIN, Conseillers délégués, Valérie ROBERT, Catherine GEERAERT, David SCHORPION, Franck FIGOUREUX, Stéphane DEVOS, Audrey WATELLIER, conseillers municipaux.

Madame Christine CAMUS est nommée secrétaire de séance.

Ont donné pouvoir : Madeleine SLEDZ a donné pouvoir à Daniel THAMIRY
Patrick PIERRU a donné pouvoir à Patrick LESCORNEZ
Nathalie SMAGGHE a donné pouvoir à Carole ABI AAD
Stéphanie HAUDIQUET a donné pouvoir à David SCHORPION
Jean-Pierre LEFEBVRE a donné pouvoir à Didier HAUSSIN
Anne VIEREN a donné pouvoir à Christine CAMUS
Matthieu BECUWE a donné pouvoir à Olivier MEENS

Ordre du Jour

- Approbation du procès-verbal de la réunion 10 avril 2019
- Acquisition des terrains (projet Luzerne) : modification de la délibération du 22 août 2018
- Bail emphytéotique au Cottage social des Flandres
- PLUI : arrêt de projet
- CCHF : répartition des sièges
- Bail avec l'institut d'enseignement technologique : vestiaires de football
- Siden-Sian : nouvelles adhésions
- Demande de subvention : association des parents d'élèves du Collège Cobergher
- CCHF : modification statutaire relative à une compétence facultative
- Questions diverses

Le procès-verbal de la réunion du 10 avril 2019 a été adopté à l'unanimité.

DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur le Maire expose à l'assemblée ce qui suit :

Vu l'article L 2122-22 du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délégation accordée à Monsieur le Maire par délibération n° 04/08/2014 du conseil municipal en date du 9 avril 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de cette délégation,

Le Conseil municipal prend note des décisions suivantes :

- Acquisition d'un nouveau logiciel pour la bibliothèque
Logic System - Pertuis, Montant : 1 340,42 € TTC
- Remplacement du pare-ballons IET
Société Plaetevoet – Coudekerque : 1 626.53 € TTC
- Réparation du sol aire de jeux du Parc des Pommiers
Société Plaetevoet – Coudekerque : 1 129.90 € TTC
- Achat de tables pliantes pour l'espace Zyckelin
Altrad – Mefran - Florensac : 2 032.20 € TTC
- Achat de panneaux de signalisation lumineux
CEP – Calonne sur la Lys : 2 040 € TTC
- Achat de mobilier pour l'école maternelle
DIRECT D – Marne la Vallée : 4 005.91 € TTC
- Réfection de la toiture Salle Thirionet
Entreprise BCE – Grande Synthe : 37 065.60 € TTC
- Achat de plancher pour podium
SAMIA-Devianne - Florensac : 6 546.24 € TTC
- Remplacement de jeux d'extérieur
ALTRAD MEFRAN - Florensac : 1 249.20 € TTC
- Achat d'une autolaveuse
NILFISK – Courtabeuf : 8 647.56 € TTC
- Débroussailleuse adaptable sur tracteur
AGRO SERVICE – Quaedypre : 12 991.20 € TTC
- Rampes et passage de câbles
Echelle européenne – Quaedypre : 1 836 € TTC
- Remplacement d'une porte salle Thirionet
FLEN Securit - Gravelines : 3 313.04 € TTC
- Fourniture et pose de 8 cave-urnes
Marbrerie Ringot – Coudekerque : 3 336 € TTC
- Travaux d'aménagement d'une plateforme pour déchets verts
Société DERVILLERS – Socx : 12 972.23 € TTC

- Portique tournant pour accès plateforme
KROM Group – Saint Jeures : 3 591.12 € TTC
- Achat de lanternes d'éclairage public
Zumtobel Group - Paris : 2 940 € TTC
- Cultivateur adaptable pour tracteur
AGRO Service – Quaedypre : 1 555.94 € TTC
- Eclairage public route des neiges
SET Tertiaire – Saint Pol sur Mer : 38 367.04 € TTC
- Stores école primaire
Société BR Stores – Dunkerque : 1 101.88 € TTC
- Stores mairie
Société BR Stores - Dunkerque : 1 256.78 € TTC
- Fourniture et pose de 2 columbariums
Marbrerie RINGOT – Coudekerque : 20 855.04 € TTC
- Remplacement d'une armoire de commande éclairage public
RESELEC – Arques : 1 591.44 € TTC
- Contrat de vérification et entretien des installations de chauffage des bâtiments
ENGIE HOME SERVICE – Grande Synthe : 3 693.83 € TTC
- Assurance des biens et responsabilités
 - Multirisques biens communaux et cyber risques : SMACL – Niort : 8 578.66 € TTC
 - Assurance des véhicules : Assurances PILLIOT – Aire sur la Lys : 2 909.40 € TTC
- Assurance TRC-DO Dojo
Hocquet-Hille (MAF) – Dunkerque : 13 130.89 € TTC
- Réparation des vitraux de l'église
Verra Carlota – Saily Labourse : 1810 € TTC
- Lampes EP leds passages piétons
CEP - Calonne sur la Lys : 4 992 € TTC
- Matériel informatique pour l'école primaire
Flandres Littoral Informatique – Wormhout : 8 491.20 € TTC
- Remplacement des menuiseries de la façade de la salle Thirionet
Société FLEN Securit – Gravelines : 23 294.24 € TTC
- Installation d'une vidéosurveillance plateforme
Société CAS – Dunkerque : 3 353.17 € TTC
- Réfection partielle de la toiture de l'église
42 463.73€ TTC

- Fourniture et livraison des repas pour le restaurant scolaire
Société API Restauration – Mons en Baroeul :
- repas enfant : 2.25 € TTC
 - repas adulte : 2.99 € TTC

(au 19/06/19)

N°06/01/2019

ACQUISITION DE TERRAINS POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX

Par délibération des 5 septembre 2016 et 22 août 2018, le conseil municipal avait émis un avis favorable à l'acquisition de terrains viabilisés destinés à la construction de logements locatifs sociaux par le Cottage social des Flandres, dans le projet de lotissement « La Luzerne » situé rue du Zyckelin.

Monsieur le Maire présente le plan détaillé modifié du projet d'aménagement. La proposition de vente de Mavan Aménageur comporte 3 îlots, sur les parcelles cadastrées section AB N°597, 596, 590 et 591:

Ilot H (parcelle AB 591) – 1863 m² : 144 000 € HT
Ilot F (parcelles AB 596 et 590) – 1197 m² : 100 000 € HT
Ilot G (parcelle AB 597) – 1720 m² : 180 000 € HT
Soit un montant total de 424 000 € HT, 471 492 € TTC (hors frais d'acte)

L'îlot H est destiné à la construction de 12 appartements sous forme de 2 bâtisses (R+1), les îlots F et G sont destinés à la construction de 14 logements individuels groupés.

Ces constructions seront réalisées par le Cottage Social des Flandres, par le biais d'un bail emphytéotique faisant l'objet d'une délibération spécifique.

Le Maire sollicite l'avis du conseil sur cette acquisition.

Le conseil, après en avoir délibéré,

Emet un avis favorable à l'acquisition des emprises précitées,

- Demande l'inscription des conditions suspensives suivantes dans la promesse de vente :
 - aucune prescription relevée dans le cadre des fouilles archéologiques
 - Accord sur la modification du permis d'aménager par Mavan Aménageur
- présentation d'une garantie bancaire par Mavan Aménageur
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents se rapportant à cette acquisition.

N°06/02/2019

BAIL EMPHYTEOTIQUE AU COTTAGE SOCIAL DES FLANDRES

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1311-2 Monsieur le maire rappelle qu'afin de permettre la réalisation de logements sociaux, le conseil municipal, par délibération du 19 juin 2019, a engagé la commune à devenir propriétaire de trois parcelles situées dans le lotissement « La Luzerne », rue du Zykelin, et autorisé la signature des actes relatifs à cette acquisition. Ces parcelles, dont les travaux de viabilisation ne sont pas encore réalisés, seront acquises définitivement dès l'achèvement de ceux-ci. Il est proposé d'acter aujourd'hui la mise à disposition de ces parcelles au Cottage social des Flandres, ceci par bail emphytéotique administratif.

Ce bail aurait une durée de 55 ans à compter du 1^{er} janvier 2020 pour se terminer le 31 décembre 2074. Un loyer serait demandé au Cottage social des Flandres selon le principe suivant:

- redevance d'un montant d'un euro symbolique demandé pour toute la durée du bail.

L'avis du service des domaines a été sollicité,

Vu ledit dossier,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- la mise à disposition par bail emphytéotique, au Cottage social des Flandres, des parcelles cadastrées section AB N°590, 591, 596, et 597, dont copie est jointe à la présente délibération

- d'autoriser Monsieur le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

N°06/03/2019

AVIS SUR LE PROJET DE PLUI ARRETE PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE LE 21 MAI 2019

Il est rappelé aux membres du Conseil Municipal, que par délibération de la CCHF en date du 15 décembre 2015 a été prescrit l'élaboration du PLUI des 40 communes que composent la CCHF et a été engagée à cet effet la concertation avec le public et les communes.

Cette élaboration du PLUI communautaire est indispensable pour répondre aux nouveaux défis du développement de la CCHF, aux besoins de sa population et aux évolutions des politiques sectorielles locales et nationales.

La délibération du 15 décembre 2015 précisait que l'élaboration du PLUI permettrait de :

- Définir un projet de territoire cohérent et partagé à l'échelle de l'ensemble de ses communes
- Prendre en compte les dispositions réglementaires issues notamment des lois Grenelle et ALUR
- Prendre en compte les documents supra communaux s'appliquant sur le territoire

Les objectifs suivants étaient fixés :

- Réduction de la consommation foncière
- Limitation des gaz à effet de serre

- Equilibre entre le renouvellement urbain et le développement rural maîtrisé
- Diversité des fonctions urbaines et rurales
- Mixité sociale dans l'habitat
- Préservation de la qualité de l'eau, l'air, ...
- Préservation des continuités écologiques
- Prévention des risques naturels

Par délibération de la CCHF en date du 21 mai 2019, le Conseil Communautaire a arrêté le bilan de la concertation puis a arrêté le projet de PLUI.

Conformément, aux articles L153-15 et R153-5 du code de l'urbanisme, les communes membres de la CCHF doivent rendre leur avis sur les orientations d'aménagement et de programmation et les dispositions du règlement du projet de PLUI arrêté qui les concernant directement dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt de projet. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Suite à la consultation des personnes publiques et des Conseils Municipaux sur le projet de PLUI arrêté, les prochaines étapes de la procédure de PLUI sont :

- L'enquête publique d'une durée minimale de 1 mois prévue fin 2018
- L'approbation du dossier de PLUI en Conseil Communautaire de la CCHF

La concertation

La délibération prescrivant l'élaboration du PLUI prévoyait de soumettre à la concertation de la population et des communes les documents relatifs à l'élaboration du projet.

Cette concertation a été menée tout au long de l'élaboration du PLUI et sa synthèse figure en annexe.

Le Conseil Communautaire de la CCHF a arrêté le bilan de la concertation par délibération le 21 mai 2019.

Projet de PLUI arrêté le 21 mai 2019

Le PLUI se compose :

- D'un rapport de présentation ;
- Du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;
- D'Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles (OAP) ;
- Du règlement et de sa traduction cartographique ;
- D'annexes : Servitudes d'Utilité Publique (SUP), Obligations Diverses (OD), ...

Le rapport de présentation est une pièce pédagogique présentant chaque pièce du PLUI et justifiant les choix retenus au regard du diagnostic et analyses démographiques, foncières, environnementales, sectorielles, ... Il comprend l'Evaluation Environnementale Stratégique.

A ce titre, le rapport de présentation comprend un rapport des incidences environnementales du PLUI qui décrit l'articulation du plan avec les documents, plans et programmes avec

lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte, et définit des critères, indicateurs et modalités pour suivre les effets du PLUI.

Le PADD décrit les orientations d'aménagement et de développement pour notre territoire pour la période 2016-2030

Le Conseil Communautaire a débattu le 21 mars 2017 des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Expression du projet de territoire communautaire, le PADD porte les grandes orientations d'aménagement du territoire qui sont traduites dans les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement opposables sur tout le territoire communautaire.

Ce document, élaboré en tenant compte des enjeux, est articulé autour de plusieurs axes déclinés en orientations : développement mesuré et équilibré du territoire ; diversifier l'offre de logements ; permettre le développement économique, artisanal et commercial ; affirmer la place de l'agriculture, développer l'activité touristique, etc.

La Conseil Municipal a également débattu de ce PADD le 9 février 2017

Les OAP précisent le règlement. Au travers des OAP, il s'agit en effet d'encadrer le développement de secteurs stratégiques pour le développement du territoire communautaire ou de porter des politiques communautaires devant trouver leur traduction dans l'aménagement. Elles sont opposables aux autorisations d'urbanisme dans un rapport de compatibilité.

Le PLUI comprend ainsi des OAP sectorielles traduisant les projets urbains.

Le règlement décrit zone par zone la vocation des sols et les règles qui doivent s'appliquer à toutes constructions et installations et ce, même si aucune autorisation ou déclaration administrative n'est exigée. Il est composé d'une partie écrite et d'une partie graphique.

La partie écrite du règlement se compose comme suit :

- Chapitre 1 – Les dispositions générales
- Chapitre 2 – Les dispositions communes à toutes les zones
- Chapitre 3 – Les dispositions applicables aux zones urbaines mixtes appelées : UA, UB, UC ou UD
- Chapitre 4- Les dispositions applicables aux zones économiques appelées : UE, UEc, UI-ZAC, ZA-ZAC, UZ2-ZAC,
- Chapitre 5 – Les dispositions applicables à la zone d'équipements appelée : UP
- Chapitre 6 – Les dispositions applicables à la zone de tourisme et loisirs appelée : UT
- Chapitre 7- Les dispositions applicables aux zones à urbaniser appelées : AUH, AUE, AUP, AUT
- Chapitre 8 – Les dispositions applicables aux zones agricoles appelées : A et APP
- Chapitre 9 – Les dispositions applicables aux zones naturelles appelées : NPP, NPT, NZh, NE, NVP, NJ, NVN, NL et NEnr
- Chapitre 10 – Lexique

Dans le cadre de l'élaboration du PLUI et en application de la loi ALUR, du 24 mars 2014, une nouvelle réglementation en matière de rédaction des PLU est entrée en vigueur au 1er janvier 2016.

Le décret n°2015-1783 du 29 décembre 2015 tend à moderniser et clarifier la structure de la partie réglementaire du code de l'urbanisme permettant ainsi une refonte et une modernisation du règlement des nouveaux PLUI.

Les objectifs principaux de cette modernisation du contenu des PLUI sont les suivants :

- Prendre en compte les enjeux de l'urbanisme actuel : renouvellement urbain, mixité, préservation de l'environnement, nature en ville, ...
- Offrir plus de souplesse et de possibilités aux collectivités pour s'adapter aux enjeux locaux
- Favoriser un urbanisme de projet en donnant plus de sens au règlement du PLUI
- Simplifier le règlement et faciliter son élaboration
- Clarifier et sécuriser l'utilisation d'outils innovants déjà mis en œuvre par les collectivités

Le nouveau règlement des PLUI est désormais structuré en 3 chapitres établis à partir de la nomenclature de la Loi ALUR :

- Usage des sols et destinations des constructions
- Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères : volumétrie, implantation, traitement environnemental, stationnement
- Equipements et réseaux : conditions de desserte des terrains

Afin de ne pas fragiliser les procédures d'élaboration en cours à cette date, le décret n°2015-1783 prévoit des mesures transitoires en son article 12-VI.

Il est ainsi prévu que ces procédures puissent être menées à leur terme dans des conditions inchangées. Un droit d'option est cependant ouvert aux collectivités souhaitant intégrer le contenu réglementaire modernisé dans leur élaboration en cours et qui n'ont pas encore arrêté le projet de PLUI.

Ainsi pour la procédure d'élaboration du PLUI de la CCHF, les nouvelles dispositions réglementaires issues de ce décret s'appliqueront si une délibération du conseil Communautaire se prononce en faveur de l'intégration du contenu modernisé du PLU à la procédure, au plus tard à l'arrêt de projet.

Dans le cadre de l'élaboration du PLUI de la CCHF, Le Conseil Communautaire a décidé le 21 mai 2019 d'opter pour le règlement modernisé du PLUI, qui devient la référence pour l'ensemble des documents d'urbanisme à venir.

Le règlement comprend également une partie graphique composée :

- Des plans de zonages avec le repérage des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination, les emplacements réservés (par exemple pour le logement ou encore pour les équipements publics) et les servitudes assimilées telles que les Périmètres d'Attente d'un Projet d'Aménagement Global (PAPAG), les Servitudes de Mixité Sociale (SMS)....

- Des plans de repérage des éléments de patrimoine à préserver en application de l'article L151-19 du code de l'urbanisme
- Des plans d'informations complémentaires relatives aux zones inondées, à l'application du PPRi de l'Yser et du projet de PPRi du marais audomarois, ainsi qu'à l'application de la doctrine « Pieds de coteaux des Wateringues dans le département du Nord – zones inondables et préconisations de prise en compte des risques dans l'urbanisme ».

Les annexes du PLUI contiennent des dispositions qui s'imposent d'emblée aux occupations des sols ou qui nécessitent d'être portées à la connaissance des occupants des sols. Parmi ces annexes, figurent les Servitudes d'Utilité Publiques (SUP) et les Obligations Diverses (OD) portées à la connaissance des constructeurs.

Il sera donc demandé au Conseil Municipal :

- D'émettre un avis sur les orientations d'aménagement et de programmation et les dispositions du règlement du projet de PLUI (tel qu'annexé) arrêté par le Conseil Communautaire de la CCHF le 21 mai 2019 qui concerne directement la commune de Hoymille,

Au vu de ces éléments, et,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L5211-1 à L52-11-6-3 et L5214-16 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L103-2 à L103-6, L104-1 à L104-3, L151-1 à L153-30, R151-1-2°, R104-28 à R104-33, R151-4, R151-23-1 et R151-25-1°, R152-1 à R153-21 et ses articles R123-1 à R123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;

Vu l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

Vu le schéma de cohérence territoriale de la région Flandre-Dunkerque approuvé le 13 juillet 2007, mis en compatibilité en octobre 2011, et mis en révision le 28 octobre 2010.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2015 portant modification des statuts de la CCHF

Vu la délibération n°15-156 du 15 décembre 2015 de la CCHF prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, arrêtant les modalités de collaboration intercommunale et précisant les modalités de concertation

Vu le débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ayant eu lieu au sein du Conseil Communautaire de la CCHF, le 21 mars 2017,

Vu le débat sur Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ayant eu lieu au sein du Conseil municipal le 9 février 2017

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la CCHF du 21 mai 2019 décidant :

- D'approuver le bilan de la concertation

- De se prononcer favorablement en faveur d'une intégration du contenu modernisé du PLUI et notamment le nouveau règlement issu du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 à la procédure d'élaboration du PLUI en cours
- D'arrêter le projet de PLUI

Considérant le contenu du dossier de PLUI arrêté par le Conseil Communautaire de la CCHF le 21 mai 2019,

Considérant que les communes doivent transmettre leur avis dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt de projet du PLUI, et que, passé ce délai, leur avis sera réputé favorable, Considérant que cet avis porte notamment sur la partie règlementaire du PLUI (règlement, zonage, OAP) qui concerne la commune et prend la forme d'une délibération du Conseil Municipal

Considérant que, dans le cas où l'une des communes membres de la CCHF émettrait un avis défavorable sur les éléments qui la concernent directement, la Conseil Communautaire devrait délibérer à nouveau et arrêter le projet de PLUI à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme

Considérant que le projet de PLUI arrêté, le bilan de la concertation ainsi que l'ensemble des avis des communes et des partenaires qui auront été réceptionnés seront soumis à l'enquête publique

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'émettre un avis favorable au projet de PLUI arrêté par le conseil communautaire.

N°06/04/2019

REPARTITION DES SIEGES AU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DANS LE CADRE DU RENOUELEMENT GENERAL DES CONSEILS MUNICIPAUX DE 2020

Dans le cadre du renouvellement général des conseils municipaux en 2020, et conformément au VII de l'article L 5211-6-1 du CGCT, il est procédé à la recomposition de l'organe délibérant des EPCI. Le nombre total de sièges que comptera l'organe délibérant de l'EPCI ainsi que celui attribué à chaque commune membre sera constaté par arrêté préfectoral qui interviendra au plus tard le 31 octobre 2019.

Si un accord local a été valablement conclu, le préfet constate par arrêté la composition qui en résulte, à défaut, le préfet constate la composition qui résulte du droit commun.

Fixation du nombre de sièges et répartition des sièges entre les communes membres de l'EPCI :

Lorsqu'un conseil communautaire doit être recomposé, la loi prévoit que le nombre de sièges et leur répartition peuvent être fixés selon deux modalités distinctes : par application des dispositions de droit commun (II à VI de l'art. L. 5211-6 du CGCT), ou par accord local (I de l'art. 5211-6 CGCT).

La répartition des sièges en application du droit commun :

En application des règles de droit commun, le conseil communautaire est recomposé en partant d'un effectif de référence défini au III de l'art. L. 5211-6 du CGCT par rapport à la population de l'EPCI, **soit 40 sièges pour la CCHF**. Ces sièges sont répartis entre les communes membres à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

A l'issue de cette opération, les communes n'ayant obtenu aucun siège se voient attribuer un siège de manière forfaitaire afin d'assurer leur représentation au sein de l'EPCI, **soit 17 sièges supplémentaires pour la CCHF**.

Aucune commune ne peut obtenir plus de la moitié des sièges.

Enfin, en application du V de l'article 5211-6 du CGCT, si le nombre de sièges attribués aux communes qui ne disposaient pas d'au moins un siège à la représentation proportionnelle dépasse 30 % le nombre légal, un nombre total de sièges supplémentaires correspondant à 10 % du nombre total de sièges déjà répartis, est attribué. C'est le cas pour la CCHF puisque les 17 sièges attribués en plus des 40 représentent plus de 30 %. **5 sièges supplémentaires sont ainsi attribués**.

La répartition des sièges selon le droit commun en résulte ainsi :
40 + 17 + 5 = 62 sièges.

La répartition des sièges en fonction d'un accord local :

Conformément à la jurisprudence du Conseil Constitutionnel, selon laquelle la répartition des sièges doit respecter un principe général de proportionnalité par rapport à la population de chaque collectivité territoriale membre de l'établissement, l'accord local doit respecter les critères suivants :

- Le nombre de sièges ne peut dépasser 25 % du nombre légal, **soit ((40 + 17) X 25 % = 14) + 57 = 71 sièges**.
- Les sièges sont répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
- Chaque commune dispose d'au moins un siège,
- Aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges,
- La part de sièges attribuée à une commune ne peut s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres sauf :
 - ✓ Lorsque la répartition légale conduirait à ce que la part de sièges attribuée à une commune s'écarte de plus de 20 % de la proportion de sa population globale et que la répartition maintient ou réduit cet écart.

✓ Lorsque 2 sièges seraient attribués à une commune pour laquelle la répartition à la représentation proportionnelle conduirait à lui attribuer qu'un seul siège.

➤ La majoration de 14 sièges aux communes qui ne disposent que d'un siège à la proportionnelle est possible bien que l'écart de 20 % s'aggrave pour certaines communes.

L'accord local conduirait à un nombre de sièges de 71 répartis de la façon suivante :

Commune	Population légale municipale (2016)	Nombre de sièges
BAMBECQUE	741	1
BERGUES	3729	4
BIERNE	1817	2
BISSEZEELE	243	1
BOLLEZEELE	1441	2
BROXEELE	385	1
BROUCKERQUE	1356	2
CAPPELEBROUCK	1174	2
CROCHTE	669	1
DRINCHAM	250	1
ERINGHEM	473	1
ESQUELBECQ	2124	2
HERZEELE	1629	2
HOLQUE	899	1
HONDSCHOOTE	4097	4
HOYMILLE	3224	3
KILLEM	1084	2
LEDERZEELE	667	1
LEDRINGHEM	664	1
LOOBERGHE	1183	2
MERCKEGHEM	586	1
MILLAM	809	1
NIEURLET	951	2
OOST-CAPPEL	471	1
PITGAM	958	2
QUAEDYPRE	1078	2
REXPOEDE	2027	2
ST MOMELIN	480	1
ST PIERREBROUCK	993	2
SOCX	934	1
STEENE	1335	2
UXEM	1411	2
VOLCKERINCHOVE	577	1
WARHEM	2051	2
WATTEN	2561	2
WEST-CAPPEL	606	1
WORMHOUT	5598	6
WULVERDINGHE	310	1

WYLDER	295	1
ZEGERSCAPPEL	1542	2
TOTAL C.C.H.F.	53422	71

Chaque commune a jusqu'au 31 août 2019 pour délibérer sur le nombre et la répartition des sièges des conseillers communautaires au sein de son EPCI par un accord local.

Cet accord doit être adopté par la moitié des conseils municipaux regroupant les deux tiers de la population totale de l'EPCI, ou par les deux tiers des conseils municipaux regroupant la moitié de cette même population totale, cette majorité devant également comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres.

Aussi, le conseil municipal :

- Considérant que la solution dérogatoire s'éloigne fortement de la représentation proportionnelle à la population telle que prévue à l'article 5211-6-1 du CGCT, au b du 2°,
- S'oppose à l'accord dérogatoire aux règles de droit commun

N°06/05/2019

VESTIAIRES DE FOOTBALL A L'IET : BAIL

Monsieur le Maire explique au conseil municipal les conditions de mise à disposition du club de football des nouveaux vestiaires construits à l'IET (institut d'enseignement technologique), par l'intermédiaire d'un bail civil conclu entre la commune et l'établissement. Il rappelle que ces modalités avaient été choisies compte-tenu de la construction et de la prise en charge financière de ces locaux par l'établissement d'enseignement, propriétaire du sol, suite à la démolition en commun accord des anciens vestiaires communaux vétustes, permettant de libérer l'espace nécessaire à la réalisation d'un nouvel amphithéâtre. Sollicite l'avis du conseil sur le projet de bail présenté.

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- accepte les conditions du bail précité, annexé à la présente délibération
- charge Monsieur le Maire de signer le document

N°06/06/2019

ADHESIONS AU SIDEN SIAN

Le Conseil Municipal,

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 Avril 1971 portant création du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Nord (SIAN),

Vu les arrêtés successifs portant extension ou réduction du périmètre, modification des statuts du SIAN et notamment celui du 21 Novembre 2008

dotant le SIAN d'une compétence à la carte supplémentaire « *Eau Potable et Industrielle* » et d'un changement de dénomination, à savoir le SIDEN-SIAN,

Vu l'arrêté interdépartemental en date du 31 Décembre 2008 portant adhésion du SIDENFrance au SIDEN-SIAN avec transfert de la compétence Eau Potable, entraînant de fait sa dissolution, les membres du SIDENFrance devenant de plein droit membres du SIDEN-SIAN pour cette compétence,

Vu les arrêtés interdépartementaux successifs portant extension du périmètre du SIDEN-SIAN,

Vu les arrêtés interdépartementaux successifs portant modifications statutaires du SIDEN-SIAN et notamment ceux en dates des 27 Avril 2018 et 28 Janvier 2019,

Vu la délibération en date du 27 Mars 2018 du Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de la Région de COUCY LES EPPES regroupant les communes de COUCY LES EPPES, COURTRIZY ET FUSSIGNY, EPPES, MARCHAIS, MAUREGNY EN HAYE, MONTAIGU et SAMOUSSY sollicitant son adhésion au SIDEN-SIAN avec transfert des compétences « Eau Potable » (Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine),

Vu la délibération n° 39/3 adoptée par le Comité du SIDEN-SIAN lors de sa réunion du 12 Novembre 2018 par laquelle le Syndicat accepte l'adhésion au SIDEN-SIAN du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de la Région de COUCY LES EPPES avec transfert au SIDEN-SIAN des compétences « Eau Potable » (Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine),

Vu la délibération en date du 14 Novembre 2018 du Conseil Municipal de la commune d'INCHY EN ARTOIS sollicitant son adhésion au SIDEN-SIAN avec transfert des compétences « Eau Potable » (Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine),

Vu la délibération n° 54/4 adoptée par le Comité du SIDEN-SIAN lors de sa réunion du 14 Décembre 2018 par laquelle le Syndicat accepte l'adhésion au SIDEN-SIAN de la commune d'INCHY EN ARTOIS avec transfert des compétences « Eau Potable » (Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine),

Considérant que le Conseil Municipal estime qu'il est de l'intérêt de la commune d'approuver ces nouvelles adhésions au SIDEN-SIAN,

Le Conseil, après en avoir délibéré :

- accepte l'adhésion au SIDEN-SIAN du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de la Région de COUCY LES EPPES (Aisne) regroupant les communes de COUCY LES EPPES, COURTRIZY ET FUSSIGNY, EPPES, MARCHAIS, MAUREGNY EN HAYE, MONTAIGU et SAMOUSSY avec transfert de la compétence Eau Potable (Production par captages ou pompes, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine)

- accepte l'adhésion au SIDEN-SIAN de la commune d'INCHY EN ARTOIS (Pas-de-Calais) avec transfert des compétences « Eau Potable » (Production par captages ou pompes, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine et Distribution d'eau destinée à la consommation humaine)

Le Conseil Municipal souhaite que les modalités de ces nouvelles adhésions au SIDEN-SIAN soient telles que prévues dans la délibération n° 39/3 adoptée par le Comité du SIDEN-SIAN du 12 Novembre 2018 et la délibération n° 54/4 adoptée par le Comité du SIDEN-SIAN du 14 Décembre 2018.

- Charge Monsieur le Maire d'exécuter la présente délibération en tant que de besoin.

N°06/07/2019

DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE : COLLEGE COBERGHER

Monsieur le Maire soumet au Conseil la demande présentée par l'association de parents d'élèves du Collège Cobergher, pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle, en participation au voyage organisé par l'établissement. La commission municipale a donné un avis défavorable à cette demande compte-tenu de l'attribution d'une aide dans le cadre des classes découvertes organisées dans les écoles primaires, bénéficiant aux mêmes familles.

Le Conseil, après en avoir délibéré,

- rejette la demande de subvention sollicitée

N°06/08/2019

MODIFICATIONS STATUTAIRES DE LA CCHF

Par délibération du 21 mai 2019, le conseil communautaire de la CCHF a décidé de procéder à une modification statutaire ayant pour objet l'inscription d'une nouvelle compétence facultative suivante :

Les usages numériques /Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) en matière de numérique éducatif concernant les écoles du 1er degré (Espace Numérique de Travail)

En effet, aujourd'hui, la Région Hauts de France poursuit son développement de l'Espace Numérique de Travail (ENT) à travers les savoirs numériques 59/62.

Ce projet ambitieux a comme objectif d'offrir à l'ensemble des lycéens, apprentis et collégiens du territoire, ainsi qu'à l'ensemble de la communauté éducative, un environnement numérique de travail commun.

Il s'agit de compléter aujourd'hui le numérique éducatif dans les écoles du 1er degré (écoles maternelles et primaires). L'objectif est de mettre en œuvre pour la rentrée scolaire 2019 un espace numérique de travail, unique en Région, qui soit utilisé tout au long de la vie scolaire (école, collège, lycée).

L'ENT est un ensemble de services simples et sécurisés ouvert à tous les membres de la communauté éducative, depuis n'importe quel équipement, mobile ou non, connecté à Internet. Il permet l'échange et le partage d'informations relatives à la vie de l'école et de la collectivité.

Le déploiement concerne quatre bassins d'éducation sur les deux Départements de l'Académie de Lille, ce qui en fait à ce jour, le plus grand projet de déploiement d'un ENT premier degré en France.

La CCHF, en cohérence avec l'élaboration de sa feuille de route numérique et l'écriture de son Projet de Territoire, souhaite pleinement s'inscrire dans ce projet porté par le Syndicat Mixte de la Fibre Numérique 59 62.

L'ENT serait intégré à la feuille de route numérique de la CCHF, elle-même intégrée à son Projet de Territoire.

La CCHF compte environ 6215 élèves concernés sur son territoire. Le numérique éducatif concerne l'acquisition initiale mutualisée de l'ENT et une intervention dans toutes les écoles, consacrée à la gestion de projet et à l'accompagnement dans la mise en œuvre, pour un coût total d'environ 11 000 € pour la CCHF, soit 1.75 €/an/enfant.

Pour s'inscrire dans cette démarche, il convient dans un premier temps, de modifier les statuts de la CCHF et d'y inscrire la nouvelle compétence facultative.

Conformément à l'art. L 5211-20 du CGCT, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. Les conseils municipaux doivent délibérer dans les conditions de majorité qualifiée, à savoir deux tiers des communes représentant la moitié de la population totale concernée, ou la moitié des communes représentant les deux tiers de la population totale. A défaut de délibération dans le délai de trois mois, l'avis est réputé favorable. Il est demandé également aux communes d'autoriser

le conseil communautaire à demander son adhésion au syndicat mixte la fibre numérique 59/62.

Le Conseil, après en avoir délibéré, décide :

D'accepter la modification statutaire de la CCHF et d'y inscrire la nouvelle compétence facultative suivante : Les usages numériques /Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) en matière de numérique éducatif concernant les écoles du 1er degré (Espace Numérique de Travail)

- D'autoriser le conseil communautaire de la CCHF à demander son adhésion au syndicat la fibre numérique 59 62

QUESTIONS DIVERSES

BATIMENTS/TRAVAUX

Patrick LESCORNEZ indique que les travaux de construction du DOJO ont démarré (terrassement). Les réunions de chantier qui se tiennent chaque semaine ont permis de préciser des détails techniques complémentaires entre les entreprises et le maître d'œuvre. Une attention particulière est portée sur la sécurité du chantier, en raison de la proximité de l'Espace Zyckelin, régulièrement occupé.

Christine CAMUS demande ce qui est fait de la terre évacuée, et s'il y a eu des demandes d'habitants.

Patrick LESCORNEZ répond que le titulaire du marché a la charge de l'évacuation de la terre, et qu'il ne sait pas où elle est emportée. Aucune demande n'a été formulée à sa connaissance.

Monsieur le Maire communique la demande du club de judo, sur l'aménagement de quatre tatamis au lieu de trois. La question évoquée en réunion de chantier ce jour, a permis de conclure au maintien de la programmation actuelle au niveau de la dalle, des planchers amortissants, et des tatamis, car l'architecte a défini la possibilité de réaliser trois ou quatre surfaces de combat avec la configuration prévue, par le biais d'un simple déplacement des tapis. Une vérification devra néanmoins être faite auprès de la fédération sur les différentes normes applicables aux adultes et enfants pour les surfaces de combat ainsi que les dégagements. Aucune modification ne sera donc apportée au marché.

Franck FIGOUREUX demande si l'occupation du futur DOJO sera réservée exclusivement aux Hoymillois, et s'il sera accessible à d'éventuelles associations qui pourraient se créer

Monsieur le Maire répond que cet équipement sera ouvert à tout utilisateur autorisé : membre d'une association sportive (y compris à créer), élèves des écoles, colléges, IET.

Audrey WATELLIER demande s'il est envisageable d'installer une table à langer dans les sanitaires de l'espace Zyckelin, ainsi qu'une fontaine à eau près du city stade.

Monsieur le Maire indique qu'une demande de devis est en cours pour un dispositif de table à langer escamotable.

Patrick LESCORNEZ précise que l'installation d'une fontaine à eau au Parc des Pommiers nécessite un branchement supplémentaire, et se questionne sur les abus prévisibles d'utilisation de cet équipement.

Olivier MEENS signale les fuites en toiture constatées salle Thirionet.

Patrick LESCORNEZ prend note pour solliciter l'entreprise.

David SCHORPION rappelle les fortes chaleurs subies en cas de monde présent dans l'espace Zyckelin, et s'il est envisageable d'installer des ventilateurs, ou autre dispositif.

Patrick LESCORNEZ rappelle qu'un devis avait été établi il y a quelques années pour l'installation d'un système de climatisation, et que cela n'est pas prévu au budget.

Stéphane DEVOS précise que la chaleur est atténuée lorsque les rideaux occultants restent fermés.

CIVISME

Didier HAUSSIN signale le départ d'un locataire de la Résidence des Moulins, en raison de la nuisance causée par des rassemblements bruyants nocturnes près des garages. Il questionne sur la possibilité d'interdire ces usages, poser un panneau, une barrière...

Monsieur le Maire ne sait pas quelle est la bonne solution. Un arrêté municipal réglementant l'occupation de ce parking peut être établi, ainsi que la pose d'un panneau.

Audrey WATELLIER précise que des jeunes viennent en scooter/motos régulièrement au niveau du skate parc, et qu'à l'occasion de certaines locations de l'Espace Saint Gérard, les véhicules stationnent sur le chemin menant au parc des Pommiers.

Monsieur le Maire répond que le site étant surveillé, un visionnage pourra être réalisé afin d'identifier les contrevenants. La pose de dispositifs empêchant le passage des 2 roues n'est pas envisageable en raison des règles d'accessibilité. Une clause spécifique pour le stationnement sera intégrée au contrat de location de l'Espace Saint Gérard.

Audrey WATELLIER demande si les ralentisseurs prévus route des neiges vont être posés, et s'il est possible d'ajouter un passage piéton juste après le pont face à la poste, en raison de l'encombrement constant du trottoir par un véhicule sur le côté gauche.

Patrick LESCORNEZ indique que les chicanes de rétrécissement seront posées comme prévu. Concernant le passage protégé, il étudiera les possibilités.

Stéphane DEVOS signale le non-respect de l'arrêté réglementant l'usage des outils/tondeuses, notamment le dimanche.

Patrick LESCORNEZ indique que la gendarmerie est habilitée à faire respecter l'arrêté municipal.

ENFANCE/JEUNESSE

Anne-Marie DEDRYVER invite chacun à emprunter le chemin reliant l'espace Saint Gérard à l'école dès la semaine prochaine, afin de voir les créations réalisées par les enfants de la garderie avec le concours de la Galerie d'Art Mobile.

Carole ABI AAD demande si les insectes peints sur des supports en bois en font partie.

Patrick LESCORNEZ répond que ceux-ci ont été réalisés par les élèves de l'école de dessin, dans le cadre d'un concours organisé par la CCHF, il ne s'agit pas de la même action.

Anne-Marie DEDRYVER rappelle le démarrage de l'ALSH d'été le 8 juillet, avec de gros effectifs sur les deux mois. Elle remercie les élus volontaires qui accompagnent les pré-ados.

VOIRIE/ESPACES VERTS

Monsieur le Maire indique au Conseil qu'une concertation avec les différents propriétaires de l'allée des jardins va être lancée, afin d'en envisager les conditions de reprise. Ceci permettrait notamment d'éliminer le problème du stockage des déchets sur la partie publique de cette allée.

Christine CAMUS relaie l'observation d'Anne VIEREN concernant les dispositifs d'éclairage solaire posés au niveau des passages protégés. En effet, elle pensait que ceux-ci seraient dissuasifs pour les excès de vitesse, notamment la journée.

Patrick LESCORNEZ répond qu'il y a eu incompréhension, car l'éclairage installé est destiné à sécuriser les piétons, et n'a pas vocation à régler les problèmes de vitesse des véhicules.

Christine CAMUS interroge Monsieur le Maire sur la demande formulée par courrier par une habitante, pour l'installation d'un abri devant l'école, pour l'attente des parents.

Monsieur le Maire indique que le sujet a été évoqué en conseil d'école, et que les heures de sorties sont les suivantes :

- 11h45
- 16h30

Il précise que les enfants se préparent à sortir à partir de ces heures, et qu'il a été observé que les parents arrivent régulièrement très en avance. Il n'est pas envisagé de répondre favorablement à cette demande.

Christian DEJONGHE rappelle l'état déplorable de la route des Möeres, malgré le signallement déjà fait auprès des services compétents de la Communauté Urbaine.

Monsieur le Maire répond qu'effectivement, la limite entre le territoire de la CCHF et celui de la CUD à cet endroit est évident sur la question d'entretien de la voirie.

ENVIRONNEMENT

Didier HAUSSIN relaie le signallement de Jean-Pierre LEFEBVRE sur le manque d'entretien des haies débordant dans l'allée qui relie le parking des restos du cœur à la rue neuve, et sur la vitesse excessive régulièrement constatée route d'Hondschoote.

Monsieur le Maire rappelle que l'entretien appartient aux propriétaires des fonds de jardins donnant sur cette allée. Concernant la vitesse, le sujet est malheureusement récurrent, il est de compétence de la gendarmerie.

Didier HAUSSIN signale les problèmes récurrents de débordements des collecteurs dans les rues/impasses perpendiculaires à la rue d'Auvergne.

Patrick LESCORNEZ indique qu'il ne s'agit pas d'un problème d'entretien des réseaux, assuré par Noréade régulièrement, mais de la saturation du réseau lorsque des pluies abondantes surviennent.

AFFAIRES JURIDIQUES

Monsieur le Maire informe le conseil que dans le cadre du RGPD, une procédure réglementaire obligatoire depuis mai 2018 doit être mise en place. Dans un objectif de mutualisation des moyens pour la désignation d'un référent destiné à accomplir certaines missions, la CCHF avait lancé une campagne de recrutement, sans succès. Aussi, elle envisage d'adhérer au Centre de Gestion du Nord qui propose cette mission. Le conseil communautaire étant amené à délibérer sur le sujet le 2 juillet, le conseil municipal se prononcera ultérieurement sur cette question.

DIVERS

Catherine GEERAERT questionne sur l'existence d'une réglementation relative à l'installation de l'église évangélique, dans un local privé.

Monsieur le Maire indique qu'il n'y a aucune autorisation à solliciter.

Franck FIGOUREUX demande si les élèves des écoles seront prioritaires pour la fréquentation de la future piscine communautaire.

Patrick LESCORNEZ répond que toutes les demandes des communes du territoire seront prises en compte, sous réserve des possibilités de planification. Néanmoins les communes les plus éloignées ne seront pas forcément intéressées par la question.

Olivier MEENS relaie la demande d'une entreprise de la zone d'activités sur la procédure applicable pour faire une demande de signalétique. Il informe de la reconduction cette année de l'opération « Bois de chauffage et Pellets », organisée avec un fournisseur de Coudekerque – Branche (différent de l'année dernière), et un prix proposé supérieur, mais avec de meilleures conditions de livraison.

Concernant la signalétique, Patrick LESCORNEZ précise qu'il s'agit d'une compétence communautaire, le support étant à la charge de la CCHF, et la signalétique à la charge du demandeur. Néanmoins, la commune réalise un fléchage sur simple demande, à différents endroits.

Il indique que le Rapport annuel d'activité 2018 de Noréade est à disposition en mairie pour consultation, et donne lecture des principaux indicateurs.

URBANISME

Didier HAUSSIN demande où en est le projet prévu sur le site de l'ancien Presbytère.

Monsieur le Maire répond qu'il n'y a pas d'avancée dans ce dossier, en cours d'étude et d'élaboration par Partenord Habitat.

Christian DEJONGHE demande où en est le dossier du Fort Lapin.

Monsieur le Maire indique que rien ne se passera avant l'application du PLUI, car celui doit définir les nouvelles règles qui permettront un déblocage de l'opération d'aménagement envisagée.

Séance levée à 21H30